

rassemblement départemental hier, au centre des impôts

La grogne des agents des finances publiques monte

Les banderoles placardées sur la façade du centre des impôts de Figeac, hier matin, en disaient long sur le mécontentement des agents des finances publiques.

« Nous sommes en grève aujourd'hui dans le Lot. Nos collègues de Cahors, de Castelnau, de Cazals, Gourdon, Lalbenque, Gramat, Saint-Céré, etc. sont tous venus symboliquement à Figeac pour cette journée d'action », prévenaient Yannick Valério, pour l'Intersyndicale CGT/FO/Solidaires et Julien Caumon, co-secrétaire de la CGT Finances publiques.

Entourés d'une quarantaine d'agents des centres des impôts du Lot, trésorerie et autres services des finances publiques départementales, ils dénonçaient l'objectif du gouvernement à travers sa réforme « Cap 2022 ». « Celle-ci vise à réorganiser les services publics et à les moderniser, en allant vers une administration 100 % numérique, en externalisant certaines missions au privé ou encore en réduisant le réseau et donc la proximité avec le contribuable. La fiscalité est déjà un domaine complexe, qui nécessite de l'accueil, du conseil, bref des interlocuteurs. »

Ils mentionnent « 700 structures déjà fermées en France, dont treize dans le Lot, notamment au 1^{er} janvier celle de Bretenoux, et évoquent les fermetures programmées des trésoreries de



Autour d'un café dès 8 heures, hier, puis en partageant un barbecue, les grévistes accueillent les contribuables, à Figeac. / Photo DDM, Lae. B.

Martel et Latronquière. »

Hier matin, symboliquement, en ce dernier jour pour déposer sa déclaration papier de revenus 2017, c'est donc sur le Figeacois, un territoire pleinement concerné et impacté par ces bouleversements et éloigné de la ville préfectorale du Lot qu'ils conduisaient cette action.

En ligne de mire: les Maisons de services au public

« Les élus eux aussi vont se retrouver confrontés à cette nouvelle donne, avec des examens et services comptables des bud-

gets des collectivités transférés ailleurs, sur des centres qui vont devoir absorber de plus gros volumes de travail, et qui auront moins de temps à consacrer à chacun », martelait Julien Caumon.

Tous s'inquiétaient également des Maisons de services au public, présentées par le gouvernement comme des plateformes de progrès. « C'est faux, tant que le contribuable ou l'habitant aura besoin d'un service administratif basique, cela pourra fonctionner. Mais ça n'ira pas au-delà, car qui sera l'interlocuteur en face d'eux ? »

Pour autant, les agents grévistes lotois n'entendaient pas pénaliser les contribuables : « Nous les accueillons pour les renseigner et répondre à leurs questions sur leur déclaration. Mais aussi pour les sensibiliser à cette modernisation numérique qui va les pénaliser. » Et derrière leurs propos en filigrane, tous redoutent la transformation du statut de fonctionnaire qui garantit au public une égalité de traitement, en toute indépendance et impartialité, et avec discrétion. Cela sera-t-il encore le cas, dans l'avenir ?

Laetitia Bertoni